



**Autolib' Métropole**

16 rue de la Banque  
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00  
www.autolibmetropole.fr



## **DÉLIBÉRATION 2014 02 — Création d'emplois budgétaires non permanents**

**Séance du Comité syndical du 7 janvier 2014**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3,

Considérant qu'il est nécessaire qu'Autolib' Métropole puisse, en fonction des nécessités de service, et conformément à l'article 3 de la loi n°84-53 précitée, recruter par contrat des agents non titulaires de droit public pour :

- exercer des fonctions correspondant à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois, en tenant compte des renouvellements de contrats le cas échéant, sur une période de dix-huit mois consécutif
- Et, ou
- exercer des fonctions correspondant à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois, en tenant compte des renouvellements de contrats le cas échéant, sur une période de douze mois consécutifs.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE :

- de créer des emplois budgétaires non permanents dans les conditions énumérées ci-dessus ;
- d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

Le Président,

Julien BARGETON

Autolib

## DÉLIBÉRATION 2014 02 — Création d'emplois budgétaires non permanents

Séance du Comité syndical du 7 janvier 2014

### Exposé des motifs

Le Président rappelle que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Il appartient donc au Comité syndical de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

Le Président indique que si les emplois permanents des collectivités territoriales et établissements publics locaux sont, par principe, occupés par des fonctionnaires, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale énonce les cas dans lesquels il peut être procédé de manière dérogatoire au recrutement d'agents non titulaires de droit public.

L'article 3 de la loi n° 84-53 précitée prévoit ainsi que les collectivités et établissements peuvent recruter par contrat des agents non titulaires de droit public pour exercer des fonctions correspondant à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois, en tenant compte des renouvellements de contrats le cas échéant, sur une période de dix-huit mois consécutifs. Ils peuvent également recruter par contrat des agents non titulaires de droit public pour exercer des fonctions correspondant à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois, en tenant compte des renouvellements de contrats le cas échéant, sur une période de douze mois consécutifs.

(Nota : les emplois budgétaires non permanents correspondant à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ne doivent pas figurer sur le tableau des effectifs de la collectivité)

Le Président propose au Comité syndical de créer, dans la limite des crédits prévus à cet effet, les emplois budgétaires non permanents correspondant aux accroissements temporaires ou saisonniers d'activité à intervenir. Ces emplois seront pourvus par des agents non titulaires de droit public recrutés en fonction des nécessités de service.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,



Julien BARGETON